

# Développement économique : Les Antilles françaises comme zones d'influence

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique  
4 avril 2025



## **Entre Europe et Caraïbes : Les Antilles françaises comme zones d'influence**

\*

**La Martinique et la Guadeloupe sont deux îles essentielles pour la France, levier de sa puissance et de sa projection mondiale. Au milieu des Caraïbes, ces deux îles sont des îlots de prospérité et de développement.**

Un rapide examen de la carte économique des Antilles révèle une réalité contrastée, où la Martinique et la Guadeloupe font figure d'îlots de prospérité dans leur environnement géographique immédiat. Ces deux départements français d'outre-mer se distinguent par des indicateurs socio-économiques souvent supérieurs à ceux de leurs voisins caribéens, illustrant les fruits d'un modèle de développement original, qui, s'il reste à consolider, peut déjà capitaliser sur des actifs solides.

**Martinique et Guadeloupe : un niveau de vie en tête dans les Antilles**

Il est commun, et c'est légitime, d'analyser les disparités de niveau de vie entre les populations françaises antillaises et celles de l'Hexagone. Mais qu'en est-il lorsque la comparaison est dressée avec les autres îles des Caraïbes ? Si l'on s'en tient à l'indicateur de développement humain - l'outil privilégié pour comparer le bien-être des populations qui intègre le PIB/habitant, l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation ou encore le taux de scolarisation brut -, la Martinique tient le haut du classement avec un IDH de 0,850, devançant Saint-Christophe-et-Niévès ; suivie par la Guadeloupe, avec un IDH de 0,820 du même ordre de grandeur que celui de Barbade, des Bahamas ou d'Antigua-et-Barbuda. Sur la trentaine d'États et de territoires de la zone Caraïbes, la Martinique et la Guadeloupe appartiennent donc au groupe restreint des espaces caractérisés par un développement humain « très élevé » selon [les critères des Nations unies](#).

Un thermomètre qui tranche avec la situation de pays comme Haïti qui émerge à la 158<sup>e</sup> place mondiale et dont plus d'un tiers de la population devrait vivre avec moins de 2,15 dollars par jour d'ici à 2026 selon la Banque mondiale. Mais aussi avec des territoires plus développés comme la République dominicaine, principale économie de la zone en termes de PIB global, qui n'atteint qu'un IDH de 0,766, ou encore la Jamaïque, qui affiche une espérance de vie de 74 ans et un taux d'alphabétisation de 88 %, tandis que la Martinique peut se targuer d'une longévité de 80 ans en moyenne à la naissance et d'un taux d'alphabétisation avoisinant les 99%. Un écart qui s'explique notamment par la qualité des infrastructures dans les départements français d'outre-mer d'une part, et les financements abondants de l'État français et de l'Union européenne de l'autre.

### **Un tissu économique diversifié et des entreprises compétitives**

À rebours de la région où la plupart des économies dépendent souvent du tourisme, la Guadeloupe et la Martinique peuvent compter sur un tissu de moyennes et grandes entreprises solidement implantées et dynamiques. Impossible de ne pas évoquer l'industrie rhumière réputée dans le monde entier comme une filière d'excellence et qui emploie plusieurs milliers de personnes localement. [Elle contribue directement à développer l'activité agricole des planteurs](#) de canne à sucre, mais aussi à la transformation de la matière première en produits finis par les distillateurs, ainsi qu'aux activités de distribution et d'export. Les entreprises comme Rhum *Clément* en Martinique, l'un des plus anciens producteurs de rhum au monde, ou encore Rhum *Damoiseau* en Guadeloupe, sont des exemples parfaits de ce savoir-faire local qui rayonne à l'international.

Globalement, les entreprises guadeloupéennes et martiniquaises peuvent compter sur un cadre juridique et fiscal stable, et donc un climat des affaires attractif comparativement à la région, qui a permis l'émergence d'une industrie locale dans des secteurs aussi diversifiés que la chimie, l'ameublement, les matériaux de construction, l'agroalimentaire, le numérique ou encore la transition énergétique. Certaines entreprises antillaises ont même fait florès à l'international, comme c'est le cas de GBH, géant de la grande distribution, dont le siège social est toujours à Fort-de-France. En 2024, le groupe [réalisait 4,9 milliards de chiffres d'affaires](#) et employait 18 000 personnes à travers 19 pays et territoires.

### **Des défis qui restent à relever**

Malgré ces atouts qui font de la Martinique et la Guadeloupe deux exceptions au milieu de la

mer des Caraïbes, les deux îles ne sont pas exemptes de défis. Les récentes émeutes qui ont secoué la Martinique en septembre et octobre 2024 en réaction à la cherté de la vie – les prix des denrées alimentaires y sont en moyenne 40% plus chers qu'en France hexagonale selon l'INSEE – ont révélé les failles d'un modèle social et économique séparé de son centre par près de 7 000 kilomètres. Et pour cause, les populations locales sont précarisées par [un chômage de masse endémique qui dépasse les 10%](#) et qui affecte plus particulièrement les jeunes de moins de 30 ans. Une situation devenue critique qu'a encore aggravé la crise sociale en Martinique. L'île aux fleurs peine en effet à retrouver son souffle, ravagée par les destructions et les pillages d'entreprises évalués à quelque [100 millions d'euros](#), et frappée de plein fouet par la dégradation du climat des affaires qui a retrouvé son niveau pandémique...

Plus que tout, la Martinique et la Guadeloupe ont besoin de retenir les jeunes les plus diplômés de quitter le navire antillais pour rejoindre l'Europe ou l'Amérique du Nord. Cette priorité ne peut se traduire en résultats tangibles que si un véritable décollage économique local s'opère, et ce, à partir d'entreprises déjà implantées qui sont susceptibles d'offrir aux populations des opportunités dignes de leurs attentes. En ce sens, la signature du [protocole contre la vie chère](#) par un large panel d'acteurs le 16 octobre dernier à Fort-de-France est une bonne nouvelle. Les engagements de l'État à supprimer l'octroi de mer (une taxe sur les importations) et à pratiquer une TVA à taux zéro sur les produits alimentaires pourraient faire naître des opportunités de développement dans la filière locale. Tout comme les mesures de soutien des cultures antillaises et des circuits courts, qui pourraient contribuer à libérer davantage ces territoires de leur dépendance à l'argent public en renforçant l'émergence d'un secteur productif et générateur d'emplois.

**[Mathilde LEGRIS](#)**

[Revue Conflits](#)

15 mars 2025